

**Tunisie - Point de presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(Tunis, 22 octobre 2018)

Je m'exprime en français mais c'est relativement logique puisque nous aurons bientôt ici, en 2020, le sommet de la Francophonie, qui marquera par ailleurs les 50 ans de l'Organisation internationale de la Francophonie. Je suis très heureux que cela puisse se passer ici à Tunis.

Nous nous sommes vus à Erevan il y a quelques jours. Le président Essebsi était présent et nous avons pu faire en sorte que le relais soit passé et que cette grande manifestation se prépare bien.

Je suis très heureux de rencontrer une nouvelle fois Khemaies Jhinaoui et nous nous voyons très souvent. On peut dire qu'entre nous s'est liée une relation, à la fois politique et amicale, qui nous permet une grande confiance dans nos relations. Je suis venu ici surtout pour faire le point sur la mise en oeuvre des engagements qui ont été conclus lors de la visite du président Macron à la fin du mois de janvier, et pour faire en sorte que nous puissions vérifier la bonne tenue de la feuille de route que nous avons actée en commun. C'est tout à fait essentiel de pouvoir faire ce point régulièrement.

Plusieurs sujets ont été abordés dans ce cadre, ne serait-ce que la mise en oeuvre d'un fonds d'urgence pour l'emploi des jeunes entrepreneurs tunisien : le JET. Je vais pouvoir constater cela cet après-midi, lors d'une initiative spécifique où je pourrai me faire expliquer comment les choses se passent.

Nous sommes également très attentifs à la mise en oeuvre du projet de l'université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée, qui est un projet phare pour l'action commune de la France et la Tunisie pour l'éducation des jeunes, et qui permettra à la Tunisie de devenir un hub de formation pour l'Afrique et pour l'ensemble francophone.

Nous sommes aussi soucieux du développement des outils de la transition énergétique et des outils de la transition numérique, qui sont aidés et secondés par le financement apporté par l'AFD, l'agence française du développement, puisque ce montant est d'un milliard 700 millions. C'est un montant très significatif qui montre la mobilisation de la France en accompagnement du développement économique de la Tunisie. Nous avons vraiment un partenariat exceptionnel. Nous souhaitons la poursuite de cette évolution démocratique significative de la Tunisie et nous voulons l'accompagner dans son destin. C'est ce qui fait la qualité de notre relation.

Nous aurons l'occasion de le marquer encore plus nettement lors de l'année 2019 puisque, le ministre l'a rappelé il y a un instant, la France présidera le G7 et entend faire de la Tunisie un

des partenaires de cette présidence, dans les événements que nous serons amenés à organiser pour montrer la place exceptionnelle de la relation que la France a avec la Tunisie, et la place qu'elle veut donner à cette relation dans l'ensemble du G7.

Nous avons aussi évoqué la question libyenne, j'ai été amené à m'en exprimer tout à l'heure, lors de l'entretien que j'ai eu avec le président Essebsi, sur la nécessité d'agir en convergence, sur la nécessité d'agir vite, et sur la nécessité de faire en sorte que les Libyens eux-mêmes prennent en main leur propre destin, par un vote ou une participation électorale qui devrait avoir lieu dans les plus brefs délais, pour qu'il y ait, à la fois la légitimité et la sécurité qui se déclinent parallèlement. Il n'y a pas d'abord l'une puis l'autre, ou l'inverse, les deux doivent aller de pair, d'où la nécessité de procéder rapidement aux consultations électorales permettant de donner à ce pays, un Etat de droit qu'il n'a pas depuis de nombreuses années. Nos efforts vont dans le même sens et notre transparence sur ce sujet est totale.

Nous agissons véritablement ensemble pour aboutir dans les plus brefs délais.

Voilà l'état d'esprit dans lequel nous sommes, qui est très positif et qui fait de notre relation, une relation de très grande qualité qui, je le crois, peut être considérée comme exemplaire.

Q - Concernant l'affaire Khashoggi, vous avez fait un communiqué avec l'Allemagne dans lequel vous demandez une enquête transparente. Après cela, y aura-t-il des mesures supplémentaires prises par la France ou par l'Union européenne, dans ce contexte ?
L'Allemagne a suspendu la vente d'armes, que ferez-vous ?

R - Ce qui s'est passé est extrêmement grave, il s'agit d'un meurtre diligenté et d'un meurtre contre un journaliste, qui plus est, un meurtre, au départ, non avoué. Nous demandons la France d'une part, les ministres des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France d'autre part, la plus grande clarté sur ce qui s'est passé. Aujourd'hui nous ne l'avons pas. Nous demandons donc que les enquêtes qui sont diligentées, en particulier par le procureur saoudien mais aussi par d'autres, puissent faire toute la transparence. C'est en fonction de ces éléments-là que nous prendrons les dispositions nécessaires, le cas échéant. Pour l'instant, je redis la gravité de la situation, la très grande préoccupation des autorités françaises, la très grande préoccupation du président Macron. Nous voulons que les autorités saoudiennes fassent toute la lumière sur la manière dont un tel meurtre a pu être commis./.